

La « vraie-fausse erreur » du FMI

Début janvier, le Fonds monétaire international (FMI) a publié sur son site Internet un document intitulé « Erreurs de prévisions de croissance et multiplicateurs budgétaires » signé par Olivier Blanchard, son chef économiste, et Daniel Leigh, économiste au département de la recherche. Des commentateurs en ont conclu que le Fonds reconnaît s'être trompé dans ses calculs et que son erreur a aggravé les méfaits de l'austérité dans les pays en crise. Cette interprétation est un contresens.

D'abord l'information n'est pas nouvelle. En octobre 2012, à l'occasion de son assemblée annuelle à Tokyo, le Fonds avait publié dans son « Rapport sur les perspectives de croissance mondiale » un encadré dans lequel il affirmait que la puissance des multiplicateurs utilisés pour apprécier l'impact des mesures budgétaires sur la croissance avait été sous-estimée. Le multiplicateur ne semblait pas être de 0,5 comme on le croyait avant la crise de 2008-2009, mais être compris entre 0,9 à 1,7 en raison de « la grave morosité économique, d'une politique monétaire contrainte par des taux proches de zéro et par des ajustements budgétaires synchronisés dans de nombreuses économies ». Il renvoyait à des travaux plus approfondis la confirmation de l'erreur.

Notons ensuite que MM. Blanchard et Leigh n'utilisent pas le mot anglais « mistake », mais celui d'« error » qui a une connotation technique. Et il est vrai que les prévisionnistes des institutions multilatérales ou du secteur financier privé passent leur temps à « se tromper », surestimant ou sous-estimant l'un des très nombreux facteurs qui font la vitalité ou la langueur d'une économie. Les frères Goncourt ne disaient-ils pas : « La statistique est la première des sciences inexactes » ?

« Nous avons tous cherché à comprendre le pourquoi de cet après-crise qui semblait atypique par sa gravité et sa durée, explique Bruno Cavalier, responsable de la recherche chez Oddo Securities. Si on la compare avec les précédentes crises financières graves, on comprend que ses à-coups ne sont pas étonnants. Le rapport du FMI

Analyse

ALAIN FAUJAS
Service Economie

permet de comprendre pourquoi les actions monétaires et budgétaires n'ont pas permis de préserver le schéma de reprise qui se dessinait il y a deux ans. » Certains gouvernements y sont allés trop fort en matière d'austérité.

En publiant l'article de MM. Blanchard et Leigh qui confirme que les multiplicateurs varient « selon les périodes et selon les économies », le Fonds ne se contente pas de faire progresser la recherche académique. Pour clouer le bec à ceux qui avaient contesté la pertinence de leurs conclusions, ses chercheurs ont souligné que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la Commission européenne et The Economist Intelligence Unit s'étaient fourvoyés de la même façon.

En fait, le FMI se positionne dans le débat tou-

De nombreux gouvernements européens ont voulu se montrer plus royalistes que le roi pour rassurer les marchés ou par dogmatisme

jours d'actualité entre ceux qui avec Jean-Claude Trichet, ancien président de la Banque centrale européenne, affirmaient que l'austérité budgétaire renforce la demande et ceux qui, comme Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, prétendent le contraire. Manifestement, le FMI penche plutôt du côté de ce dernier : de trop nombreux gouvernements européens ont voulu se montrer plus royalistes que le roi pour rassurer les marchés ou par dogmatisme. Ils ont ainsi étouffé la croissance, qui aurait permis de mieux rembourser leur dette et de préserver leur marché de l'emploi.

Naturellement, aucun pays n'est cité par le Fonds, mais il n'est pas impensable qu'il vise le Royaume-Uni, l'Allemagne ou l'Espagne. Cela rappelle en mode mineur le terme de « fous furieux » que Dominique Strauss-Kahn, alors directeur général du FMI, employait pour qualifier les responsables européens acharnés à redresser la Grèce à la hussarde.

« En voulant tout régler et tout de suite, les Etats de la zone euro ont sous-estimé les problèmes de leur secteur privé, l'état de leurs banques, l'endettement de leurs ménages et l'ampleur de l'ajustement à réaliser en Europe du Sud, complète Jean Pisani-Ferry, directeur du centre de réflexion Bruegel et chroniqueur au Monde. Nous risquons de payer politiquement très cher leur précipitation à sortir de la relance. Si 2013 est une mauvaise année, les populations auront envie de poursuivre l'effort ? »

Le FMI ne conforte-t-il pas ainsi François Hollande qui, dans l'enceinte européenne, a réclamé à cor et à cri une relance de la croissance ? « Pas sûr, répond Jean Pisani-Ferry, car le président français a fait de la responsabilité budgétaire sa marque de fabrique. En revanche, la position du Fonds l'arrangera quand on constatera le dérapage de la France en 2013 et son incapacité à atteindre les 3 % de déficits publics par rapport à son produit intérieur brut. Il est probable que les marchés lui diront alors : "d'accord pour ne pas rajouter de l'austérité à l'austérité, mais tenez vos promesses de réformes et devenez crédible en matière de dépenses publiques". »

Il ne faut pas non plus se méprendre : le FMI n'appelle pas au laxisme. Il souligne même dans sa conclusion que ses « résultats n'impliquent pas qu'une consolidation budgétaire n'est pas souhaitable ».

Tout simplement, il appelle chaque gouvernement à ne pas appliquer de recette toute faite, mais à réfléchir à quelle vitesse et avec quelle intensité il peut rééquilibrer son budget sans nuire à sa croissance. Le b.a.-ba de la politique économique. ■

faujas@lemonde.fr

Ecologie | CHRONIQUE

PAR HERVÉ KEMPF



La guerre normale

Ah, les trompettes entonnées par la « classe politique » ! Les commentaires ébaubis des journalistes sur « le chef de guerre » ! La joie mal dissimulée de voir blindés, avions, mitrailleuses affronter virilement les périls du Sahel ! Vive la France, vive Hollande, à bas les terroristes !

Voilà effacées les reculades du gouvernement devant les banques, devant les riches partis en Mordovie, devant Mittal, voilà aussi ignorée son inexistante politique environnementale (dont, à vrai dire, tout le monde se fiche, tandis qu'EELV est bien rangé dans sa niche). La France est en guerre, pour le droit et la liberté !

Intervenir au Mali ? De bons connaisseurs du terrain indiquent au chroniqueur que c'était la moins mauvaise des solutions. Soit. Mais il s'agit du point d'aboutissement d'une évolution calamiteuse dans laquelle l'Europe, la France en premier lieu, porte une lourde responsabilité.

Car il faut comprendre comment la région sahélienne a pu devenir à ce point perméable à l'influence djihadiste, comprendre pourquoi une large partie de l'Afrique s'engluie sans fin dans la pauvreté et les tensions, alors que sa population croît et que les tensions écologiques s'accroissent. Comprendre encore pourquoi, à la logique destructrice de la Françafrique, ne se substitue pas une relation fondée sur le refus de la subordination par le plus puis-

sant. Ce n'est pas le « fanatisme » et la « barbarie » des « terroristes » qu'il faut redouter, mais le délabrement des institutions des pays concernés et leur fragilité économique, qui créent les conditions du succès des « envahisseurs ».

Deux exemples. Malgré une pluviométrie bonne depuis quelques années, et faute d'une politique agricole active, les zones rurales des pays du Sahel restent dans une situation de dénuement qui nourrit l'exode et la déstabilisation des grandes villes. Quant au développement nouveau qui

Vive la France, vive Hollande, à bas les terroristes...

apparaît dans les chiffres macroéconomiques, il est largement lié à la ruée sur les mines (le Mali est le troisième producteur d'or au monde, et la mine d'uranium de Faléa pourrait s'y ouvrir), dont les profits partent à l'étranger grâce à des contrats léonins.

La guerre sera peut-être gagnée. Mais la victoire ne sera que provisoire si l'Europe ne s'intéresse pas à l'Afrique autrement que comme une ressource ou que comme un boulet. Sinon, le croisement annoncé de la démographie et de la crise écologique préparera bien d'autres guerres, toujours plus féroces. ■

kempf@lemonde.fr

L'essentiel du Monde diplomatique

8,50 € - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
www.monde-diplomatique.fr/mdv

Le livre du jour

Mécanique du hamburger

Planter ses crocs dans un hamburger relève-t-il du pur plaisir ou de la basse soumission à l'empire américain ? Ce sandwich est-il une « icône de la liberté, ou la quintessence de l'uniformité ? », s'interroge Josh Ozersky, dans *Le Hamburger. Une histoire sociale des Etats-Unis*. A Paris, où pullulent les néobistros servant cette grasse et juteuse hostie, la question se pose autant qu'outre-Atlantique. Cet historien et blogueur entretient une position ambiguë en la matière. Par gourmandise, sans doute, il préfère s'attarder sur le destin de ce symbole de l'efficacité et de la boulimie américaine.

Le Hamburger. Une histoire sociale des Etats-Unis
Josh Ozersky
Buchen-Chastel, 136 pages, 15 €

Pareille généalogie a son intérêt, car d'autres plats ont pu faire office de symbole national. Un « récit de roast-beef et de tarte aux pommes » ne se dresse-t-il pas devant la pensée de Karl Marx, si l'on en croit le sociologue allemand Werner Sombart (1863-1941) et son célèbre ouvrage *Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux Etats-Unis ?*. Mais ces deux mets ne sont pas typiquement américains, une qualité que peut revendiquer le hamburger. Autre objet de consensus, son génie conceptuel.

Impossible de l'améliorer. Preuve en est qu'« il a résisté à toutes les pressions centrifuges au cours de son périple à travers le monde ». Il est « un terminus gastronomique », explique Josh Ozersky : « Où qu'on aille, un hamburger reste un steak haché servi sur un petit pain de farine blanche enrichie. »

Atteindre un tel degré de perfection n'est pas le résultat du hasard. Et c'est là que l'exposé de Josh Ozersky est le plus précis. Le hamburger est le produit d'un taylorisme qui a connu bien d'autres succès, la Ford T, entre autres. Et de même que l'automobile

se prête à la fabrication à la chaîne, le hamburger est aisément assemblé, puis vendu, grâce à une mécanique culinaire qui fut peu à peu perfectionnée au cours du XX^e siècle.

Les grands noms du fast-food se sont livrés à une course à l'innovation pour servir plus rapidement le client et rendre leur produit toujours plus séduisant. Les frères Richard et Maurice McDonald étaient propriétaires d'un drive-in à San Bernardino (Californie), mais le service y était trop lent à leur goût. Ils fermèrent leur établissement, une affaire prospère, en 1948 pour repenser complètement son fonctionnement.

Finis les couverts (exit le plongeur), le menu est réduit au trio hamburger-frites-soda. Enfin, le client n'a plus à attendre ni à s'asseoir pour manger, il passe sa commande, on lui sert des aliments déjà préparés. Puis il peut s'en aller et laisser sa place au suivant. Le flot de clients est constant, le service ininterrompu, l'équipement revu, le personnel spécialement formé et même entraîné à suivre pas à pas la chorégraphie du petit pain grillé. Se met en place une formidable machine à profit, « une cupidité esthétique ».

Réinvention constante

Au cours des années 1950, le modèle McDonald s'impose comme une référence. L'homme d'affaires Ray Kroc en fera un empire. En 1961, il rachète le restaurant des frères McDonald et crée le système de franchises qui allait bientôt permettre à la double arche de conquérir le monde. D'autres chaînes ont aussi fait la légende du hamburger, mais le hamburger dans toute sa diversité s'y perd un peu. Le hamburger au foie gras est évoqué, mais l'auteur en dit trop peu à propos de la réinvention constante de ce classique. Josh Ozersky reste fasciné par la construction du mythe et en alimente l'orthodoxie. Dommage, voilà qui aurait pu inspirer dans les cuisines parisiennes. ■

MARC-OLIVIER BHERER

Rectificatifs & précisions

Syndicats Dans l'article intitulé « A Sandouville, des salariés dégoûtés » (*Le Monde* du 18 janvier), nous avons attribué par

erreur à FO la place de premier syndicat de l'usine. C'est la CGT qui est le premier syndicat, tous collèges confondus. FO est le

deuxième, mais il occupe le poste de secrétaire du comité d'entreprise, grâce à une alliance avec la CFE-CGC.